



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ**  
**portant décision d'examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**  
**Restructuration de la cavalerie du Stadium du Grand Parc du Puy du Fou**  
**sur la commune des EPESSSES (85)**

Le préfet de la région Pays de la Loire

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2021/SGAR/DREAL/30 du 1<sup>er</sup> mars 2021 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2021-5523 relative au projet de restructuration de la cavalerie du Stadium du parc à thème du Puy du Fou sur la commune des Epesses, déposée par monsieur Laurent Albert directeur général du Grand Parc du Puy du Fou et considérée complète le 20 juillet 2021 ;

Considérant que le projet porte sur la restructuration des installations nécessaires à la cavalerie, à proximité du Stadium, au sein de l'enceinte du Grand Parc du Puy du Fou ;

Considérant que le projet consiste à démolir sept bâtiments et à en construire cinq nouveaux, à savoir :

- un bâtiment accueillant la cavalerie composée de 60 box à chevaux ;
  - une grange pour le stockage de la paille ;
  - un bâtiment de stockage attelage - fumière ;
  - un garage radeaux ;
  - un bâtiment de loges ;
- la grange existante étant quant à elle appelée à être déplacée et agrandie ;

- Considérant que le projet s'inscrit en zone AUpf (dédiée au développement du Puy du Fou) du plan local d'urbanisme de la commune ;
- Considérant que le projet portera sur des travaux de démolition, de terrassements, de mise en place des réseaux, de construction des nouveaux bâtiments, représentant une emprise au sol totale de 2 855 m<sup>2</sup> sur un espace à aménager de 7 300 m<sup>2</sup> ;
- Considérant que le projet s'implantera sur une parcelle anthropisée, en zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « Collines Vendéennes, vallée de la Sèvre nantaise » ; que la zone d'implantation du projet, déjà occupée par des installations, ne comporte aucun élément de patrimoine végétal d'intérêt à préserver ;
- Considérant que les travaux se dérouleront sur une durée estimée à six mois, en dehors de la période d'ouverture et de fonctionnement du parc et hors période de sensibilité pour l'avifaune nicheuse ;
- Considérant qu'il ne ressort de l'analyse du dossier aucun enjeu environnemental particulier autre que ceux afférents à la présence à 700 m au nord du projet du château du Puy du Fou, bâtiment historique classé, lui-même situé au sein du parc à thème ;
- Considérant que le Parc du Puy du Fou dispose d'une nouvelle station d'épuration mise en service en 2020 apte à assurer le traitement des effluents induits par son fonctionnement ;
- Considérant que le projet fera l'objet d'un permis de construire, procédure de nature à encadrer les enjeux relatifs à l'intégration architecturale et paysagère du projet ;
- Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de restructuration de la cavalerie du Stadium du parc à thème du Puy du Fou sur la commune des Epesses, est dispensé d'étude d'impact.

### **Article 2 :**

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3 :**

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Laurent Albert directeur général du Grand Parc du Puy du Fou et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire  
et par délégation,  
pour la directrice régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement,

## **Délais et voies de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)